



Suivi des dépenses 2025-2026 : T2

2025





BRF

Bureau de la responsabilité

financière de l'Ontario

Points essentials

- Le présent rapport contient des renseignements sur les dépenses non auditées du gouvernement de l'Ontario (la province) pour les deux premiers trimestres de l'exercice 2025-2026, soit du 1^{er} avril au 30 septembre 2025.

Changements apportés au plan de dépenses de 2025-2026

- Dans le budget de l'Ontario 2025, la province a démarré l'exercice 2025-2026 avec un plan de dépenses de 232,5 milliards de dollars.
- La province peut modifier son plan de dépenses au cours de l'exercice, soit en demandant une autorisation de dépenses supplémentaires à l'Assemblée législative, soit en réaffectant des dépenses entre différents programmes au moyen de décrets du Conseil du Trésor.
- À la fin du deuxième trimestre, le plan de dépenses de la province avait connu une chute nette de 254 millions de dollars, pour atteindre 232,2 milliards de dollars.
- Dans les différents secteurs, on constate que le plan de dépenses présente des augmentations pour les « **autres programmes** » (241 millions de dollars) et la **justice** (10 millions de dollars). Ces augmentations ont été plus que compensées par un transfert de 505 millions de dollars du **fonds de prévoyance**.

Dépenses non auditées comparativement aux dépenses prévues

- Ce rapport compare par trimestre les dépenses non auditées avec le plan de dépenses de la province afin de donner des renseignements sur les secteurs et programmes qui pourraient faire l'objet de pressions en matière de dépenses ou d'économies budgétaires et de faire un suivi du plan de dépenses de la province sur toute la durée de l'exercice.
- Le BRF estime qu'au cours de la première moitié de 2025-2026, la province a dépensé 107,9 milliards de dollars comparativement aux dépenses prévues de 106,3 milliards de dollars. Globalement, les dépenses non auditées se sont élevées à 1,7 milliard de dollars (1,6 %) de plus que prévu.
- Parmi les secteurs qui présentaient des dépenses plus élevées que les prévisions, arrivaient en tête la **santé** (1 632 millions de dollars, ou 3,7 %), les **services à l'enfance et services sociaux et communautaires** (284 millions de dollars, ou 2,8 %) ainsi que l'**éducation postsecondaire** (160 millions de dollars, ou 2,5 %). Cela a été partiellement compensé par des dépenses plus faibles que prévu dans les secteurs des « **autres programmes** » (- 349 millions de dollars, ou - 2,4 %), de la **justice** (- 43 millions de dollars, ou - 1,4 %), de l'**éducation** (- 14 millions de dollars, ou - 0,1 %) et des **charges liées à l'intérêt et aux autres frais du service de la dette** (- 14 millions de dollars, ou - 0,2 %).
- Pour obtenir des renseignements sur tous les programmes et ministères de la province, consultez le site Web du BRF à l'adresse suivante : <https://fao-on.org/fr/em-2025-26-q2-spending>.

Dépenses de 2025-2026 comparativement aux dépenses de 2024-2025

- Le présent rapport compare également les dépenses non auditées de 2025-2026 aux dépenses de 2024-2025 afin de placer les tendances de dépenses provinciales dans leur contexte et de relever les modifications importantes apportées aux dépenses d'un exercice sur l'autre.
- Le BRF estime que les dépenses pour la première moitié de 2025-2026 s'élevaient à 5,9 milliards de dollars (5,8 %) de plus que dans la première moitié de 2024-2025.

- La plus forte hausse des dépenses d'une année sur l'autre concernait le secteur de la **santé** (2 286 millions de dollars, 5,3 %), suivi de l'**éducation** (1 801 millions de dollars, 9,6 %), des « **autres programmes** » (1 075 millions de dollars, 8,1 %), des **services à l'enfance et des services sociaux et communautaires** (325 millions de dollars, 3,2 %), de la **justice** (236 millions de dollars, 8,4 %), des **charges liées à l'intérêt et aux autres frais du service de la dette** (193 millions de dollars, 2,5 %) et enfin de l'**éducation postsecondaire** (13 millions de dollars, 0,2 %).

État du fonds de prévoyance

- Le fonds de prévoyance est utilisé pour faire face aux pressions qui s'exercent sur les dépenses ou aux modifications apportées aux programmes en cours d'exercice. Les fonds qu'il contient ne peuvent pas être dépensés directement par la province, ils doivent d'abord être transférés vers des programmes du gouvernement au moyen d'ordonnances du Conseil du Trésor.
- Au début de l'exercice 2025-2026, la province disposait de 3,0 milliards de dollars dans le fonds de prévoyance. Au cours des premier et deuxième trimestres, la province a transféré 11 millions de dollars et 495 millions de dollars, respectivement, du fonds de prévoyance vers divers programmes. Ainsi, le solde du fonds de prévoyance s'élevait à 2,5 milliards de dollars au 30 septembre 2025¹.

¹ Selon les Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario 2025, la province a ajouté 2,0 milliards de dollars au fonds de prévoyance. Le BRF prévoit que cet ajout se reflétera dans les comptes financiers du gouvernement au troisième trimestre de 2025-2026.



BRF

Bureau de la responsabilité

financière de l'Ontario

Introduction

Le présent rapport contient des renseignements sur les dépenses du gouvernement de l'Ontario (la province) pour les deux premiers trimestres de l'exercice 2025-2026, soit du 1^{er} avril au 30 septembre 2025. Ce rapport :

- circonscrit les modifications apportées au plan de dépenses 2025-2026 de la province;
- examine les dépenses non auditées depuis le début de l'année en 2025-2026 par rapport au plan de dépenses de la province et aux dépenses durant la même période en 2024-2025;
- fait le suivi des transferts provenant du fonds de prévoyance de la province.

Le présent rapport passe les dépenses en revue sur une base entièrement consolidée, comme le budget de l'Ontario de 2025 et les Comptes publics de l'Ontario. Les renseignements contenus dans ce rapport sont fondés sur l'analyse effectuée par le BRF des transactions enregistrées dans le Système intégré de gestion de l'information financière (SIGIF) de la province au 30 septembre 2025 et sur les estimations du BRF des dépenses additionnelles engagées par les organismes du secteur parapublic contrôlés par la province (hôpitaux, conseils scolaires, collèges et sociétés d'aide à l'enfance), les organismes de la province et les bureaux de l'Assemblée législative. Les chiffres ne sont pas audités, étant donné que les chiffres audités finaux ne seront pas disponibles avant la publication des Comptes publics de l'Ontario, qui a lieu jusqu'à six mois après la clôture de l'exercice.

Plan de dépenses de 2025-2026

Comme indiqué dans le budget de l'Ontario de 2025, la province a démarré l'exercice avec un plan de dépenses de 232,5 milliards de dollars. Ce plan de dépenses constitue le cadre légal autorisé pour les dépenses des ministères tel qu'accordé par l'Assemblée législative par l'entremise de l'examen des crédits², et une estimation des dépenses additionnelles engagées par les organismes du secteur parapublic contrôlés par la province (hôpitaux, conseils scolaires, collèges et sociétés d'aide à l'enfance), les organismes provinciaux et les bureaux de l'Assemblée législative.

Changements apportés au plan de dépenses de 2025-2026

La province peut modifier son plan de dépenses au cours de l'année, soit en demandant une autorisation de dépenses supplémentaires à l'Assemblée législative par l'entremise du Budget supplémentaire des dépenses, soit en réaffectant des dépenses entre différents programmes au moyen de décrets du Conseil du Trésor. À la fin du deuxième trimestre le 30 septembre 2025, le plan de dépenses de la province avait connu une chute nette de 254 millions de dollars.

Des hausses du plan de dépenses ont été observées dans deux secteurs : « autres programmes » (241 millions de dollars) et justice (10 millions de dollars). Ces augmentations ont été plus que compensées par un transfert de 505 millions de dollars du fonds de prévoyance.

En comparaison, la province a déclaré dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario 2025* (rendu public le 6 novembre 2025) une augmentation nette du plan de dépenses de 2,1 milliards de dollars. Le BRF prévoit que l'augmentation de 2,1 milliards de dollars du plan de dépenses se reflétera dans les comptes financiers du gouvernement au troisième trimestre de 2025-2026.

² L'autorité de dépenser temporaire est tout d'abord accordée par l'Assemblée législative en vertu de la *Loi portant affectation anticipée de crédits*, avec l'autorité de dépenser finale accordée ensuite en vertu de la *Loi de crédits*. L'autorité de dépenser permanente est également accordée par l'entremise d'autres lois pour un nombre limité de programmes.

Tableau 1

Changements du plan de dépenses 2025-2026 par secteur, au 30 septembre 2025, en millions de dollars

Secteur	Plan de dépenses de 2025-2026	Changements au T1	Changements au T2	Changements totaux	Plan de dépenses de 2025-2026 révisé
Santé	91 131	-	-	-	91 131
Éducation	42 720	-	-	-	42 720
Éducation postsecondaire	12 986	-	-	-	12 986
Services à l'enfance, services sociaux et communautaires	20 359	-	-	-	20 359
Justice	6 743	-	10	10	6 753
Autres programmes	39 360	11	230	241	39 600
Fonds non affectés :					
Fonds de prévoyance	3 000	- 11	- 495	- 505	2 495
Charges liées à l'intérêt et aux autres frais du service de la dette	16 198	-	-	-	16 198
Total	232 497	-	- 254	- 254	232 242

Source : Analyse par le BRF des renseignements fournis par le Secrétariat du Conseil du Trésor.

Analyse des premier et deuxième trimestre

Cette section met en évidence les principaux changements du plan de dépenses intervenus durant la première moitié de 2025-2026, par secteur. Pour obtenir des renseignements sur tous les programmes et ministères de la province, consultez le site Web du BRF à l'adresse suivante : <https://fao-on.org/fr/em-2025-26-q2-spending>.

Autres programmes : 241 millions de dollars de hausse. Les changements notables incluent :

- 99 millions de dollars de hausse pour le ministère de la Protection civile et de l'Intervention en cas d'urgence, Gestion des situations d'urgence Ontario (crédit-poste 5401-2);
- 90 millions de dollars de hausse pour le ministère des Richesses naturelles, Protection du public (crédit-poste 2104-1).

Dépenses non auditées

Dépenses non auditées comparativement aux dépenses prévues

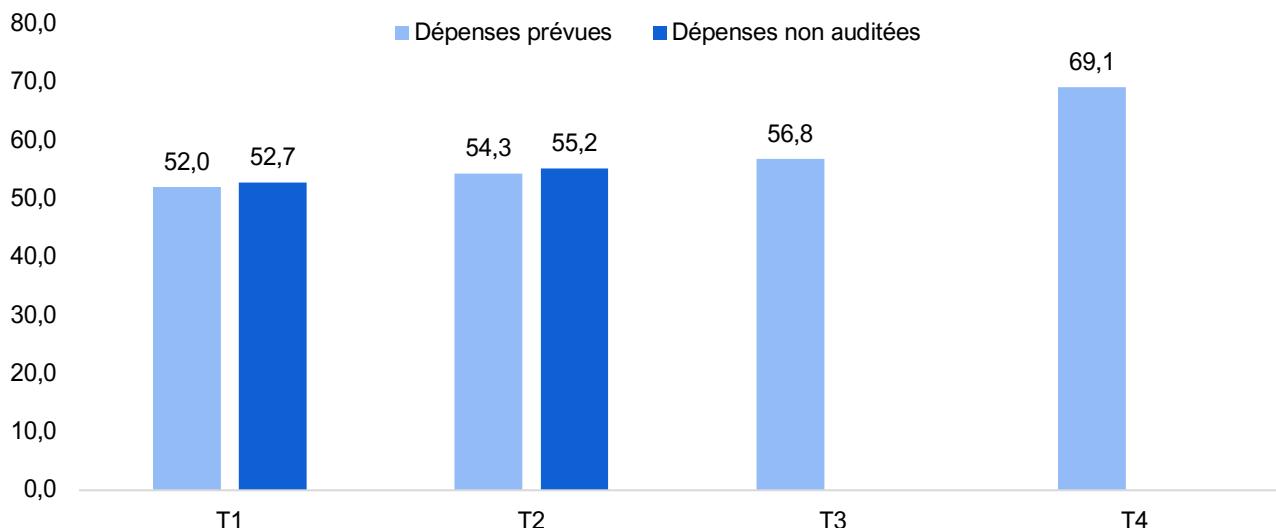
Ce rapport compare par trimestre³ les dépenses non auditées avec le plan de dépenses de la province afin de donner des renseignements sur les secteurs et programmes qui pourraient faire l'objet de pressions en matière de dépenses ou d'économies budgétaires et de faire un suivi du plan de dépenses de la province sur toute la durée de l'exercice.

Le BRF estime qu'au cours de la première moitié de 2025-2026, la province a dépensé 107,9 milliards de dollars comparativement aux dépenses prévues de 106,3 milliards de dollars. Globalement, les dépenses non auditées se sont élevées à 1,7 milliard de dollars (1,6 %) de plus que prévu.

Figure 1

Dépenses non auditées de 2025-2026 comparativement aux dépenses prévues, par trimestre, en milliards de dollars

En milliards de dollars



Source : Analyse par le BRF des renseignements fournis par le Secrétariat du Conseil du Trésor.

Parmi les secteurs qui présentaient des dépenses plus élevées que les prévisions, arrivaient en tête la santé (1 632 millions de dollars, ou 3,7 %), les services à l'enfance et services sociaux et communautaires (284 millions de dollars, ou 2,8 %) ainsi que l'éducation postsecondaire (160 millions de dollars, ou 2,5 %). Cela a été partiellement compensé par des dépenses plus faibles que prévu dans les secteurs des « autres programmes » (- 349 millions de dollars, ou - 2,4 %), de la justice (- 43 millions de dollars, ou - 1,4 %), de l'éducation (- 14 millions de dollars, ou - 0,1 %) et des charges liées à l'intérêt et aux autres frais du service de la dette (- 14 millions de dollars, ou - 0,2 %).

³ Afin de gérer et de faire un suivi de ses dépenses de programmes en cours d'exercice, la province divise son plan de dépenses en dépenses prévues par trimestre, lesquelles reflètent les schémas de dépenses historiques, la saisonnalité et d'autres facteurs. Le BRF estime qu'en 2025-2026, la province prévoit dépenser 52,0 milliards de dollars durant le premier trimestre, 54,3 milliards de dollars durant le deuxième trimestre, 56,8 milliards de dollars durant le troisième trimestre et 69,1 milliards de dollars durant le quatrième trimestre.

Tableau 2

Dépenses non auditées de 2025-2026 comparativement aux dépenses prévues par secteur, au 30 septembre 2025, en millions de dollars

Secteur	Plan de dépenses de 2025-2026 révisé	Dépenses prévues à la fin du T2	Dépenses non auditées à la fin du T2	Dépenses non auditées comparativement aux dépenses prévues à la fin du T2	Dépenses non auditées comparativement aux dépenses prévues (%)
Santé	91 131	43 646	45 278	1 632	3,7
Éducation	42 720	20 579	20 565	- 14	- 0,1
Éducation postsecondaire	12 986	6 363	6 523	160	2,5
Services à l'enfance, services sociaux et communautaires	20 359	10 109	10 393	284	2,8
Justice	6 753	3 075	3 032	- 43	- 1,4
Autres programmes	39 600	14 616	14 267	- 349	- 2,4
Fonds non affectés :					
Fonds de prévoyance	2 495	-	-	-	-
Charges liées à l'intérêt et aux autres frais du service de la dette	16 198	7 884	7 870	- 14	- 0,2
Total	232 242	106 272	107 927	1 656	1,6

Source : Analyse par le BRF des renseignements fournis par le Secrétariat du Conseil du Trésor.

Le reste de cette section met en évidence les dépenses clés des programmes qui étaient supérieures et inférieures au plan durant la première moitié de 2025-2026. Pour obtenir des renseignements sur les dépenses de tous les programmes et ministères de la province, consultez le site Web du BRF à l'adresse suivante : <https://fao-on.org/fr/em-2025-26-q2-spending>.

Dépenses dans le secteur de la santé : 1 632 millions de dollars (3,7 %) de plus que prévu. Certains des points saillants incluent :

- 1 051 millions de dollars de plus que prévu pour l'Assurance-santé de l'Ontario (crédit-poste 1405-1), qui administre les paiements aux médecins et aux praticiens;
- 938 millions de dollars de plus que prévu pour les Services de santé (crédit-poste 1416-1), qui financent le fonctionnement des hôpitaux, des soins à domicile, des services communautaires et d'autres services;
- 197 millions de dollars de moins que prévu pour les Immobilisations dans le domaine de la santé (crédit-poste 1407-1), qui financent les immobilisations des hôpitaux et d'autres installations de soins de santé;
- 145 millions de dollars de plus que prévu pour les Programmes provinciaux (crédit-poste 1412-1), qui financent la Société canadienne du sang, les Services communautaires et prioritaires et d'autres services spécialisés;
- 155 millions de dollars de moins que prévu dans le Programme de foyers de soins de longue durée (Fonctionnement) (crédit-poste 4502-1), qui finance le fonctionnement et le développement des foyers de soins de longue durée;

- 205 millions de dollars de plus que prévu pour les Programmes de médicaments (crédit-poste 1405-2), qui financent de nombreux programmes de médicaments de la province, dont le plus important est le Programme de médicaments de l'Ontario;
- 340 millions de dollars nets de moins que prévu pour les crédits-postes restants, ainsi que les redressements de consolidation et autres redressements du secteur de la santé.

Dépenses dans le secteur de l'éducation postsecondaire : 160 millions de dollars (2,5 %) de plus que prévu. Certains des points saillants incluent :

- 159 millions de dollars de plus que prévu pour le Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (crédit-poste 3002-1), lequel fournit des subventions de fonctionnement pour les collèges et les universités ainsi que les programmes d'aide financière pour les étudiantes et les étudiants.

Dépenses dans le secteur des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires : 284 millions de dollars (2,8 %) de plus que prévu. Certains des points saillants incluent

- 163 millions de dollars de plus que prévu pour le Soutien financier et soutien à l'emploi (crédit-poste 702-3), regroupant le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées, le programme Ontario au travail et le Programme de médicaments de l'Ontario.

Dépenses dans le secteur des autres programmes : 349 millions de dollars (- 2,4 %) de moins que prévu.

Certains des points saillants incluent :

- 174 millions de dollars de plus que prévu dans le Ministère des Affaires municipales et du Logement, Activités relatives aux municipalités et au logement (Fonctionnement) (crédit-poste 1909-1), lequel finance principalement les programmes de logement et de lutte contre l'itinérance.
- 158 millions de dollars de plus que prévu pour le ministère des Transports, Transport en commun (Fonctionnement) (crédit-poste 2702-2), qui fournit des fonds de fonctionnement pour les organismes de transport en commun de la province comme Metrolinx, et finance le transport en commun pour les municipalités.
- 102 millions de dollars de moins que prévu pour le ministère du Solliciteur général, Direction des relations extérieures (crédit-poste 2603-5), qui finance les programmes de sécurité dans les collectivités.
- 136 millions de dollars de moins que prévu pour le ministère de l'Infrastructure, Politiques, planification et projets infrastructurels (crédit-vote 4003-2), qui finance des programmes d'infrastructure comme le Fonds pour les réseaux d'eau visant la construction de logements et divers programmes fédéraux-provinciaux.
- 149 millions de dollars de moins que prévu pour le ministère du Tourisme, de la Culture et des Jeux, Crédits d'impôt pour les médias culturels de l'Ontario (crédit-poste 3808-1), qui verse des subventions aux sociétés basées en Ontario qui œuvrent dans les industries du film, de la télévision, des médias numériques interactifs ou de l'édition.
- 163 millions de dollars de moins que prévu pour le ministère de l'Énergie et des Mines, Réseau à large bande, charges d'immobilisations (crédit-poste 2907-2), qui finance les programmes d'infrastructure des réseaux cellulaire et à large bande.
- 432 millions de dollars de moins que prévu pour le ministère des Transports, Transports en commun (Immobilisations) (crédit-poste 2702-3), qui fournit principalement un financement des immobilisations les organismes de transport en commun comme pour Metrolinx, et les projets d'infrastructure du transport en commun municipal.
- 302 millions de dollars nets de plus que prévu pour les crédits-postes restants et redressements de consolidation et autres redressements du secteur des « autres programmes ».

Dépenses de 2025-2026 comparativement aux dépenses de 2024-2025

Le présent rapport compare également les dépenses non auditées depuis le début de l'exercice 2025-2026 aux dépenses de 2024-2025 afin de placer les tendances de dépenses provinciales dans leur contexte et de relever les modifications importantes apportées aux dépenses d'un exercice sur l'autre.

Le BRF estime qu'au cours de la première moitié de 2025-2026, la province a dépensé 107,9 milliards de dollars. Ce montant était de 5,9 milliards de dollars (5,8 %) supérieur aux sommes dépensées durant la première moitié de 2024-2025. La plus forte hausse des dépenses d'une année sur l'autre concernait le secteur de la santé (2 286 millions de dollars, 5,3 %), suivi de l'éducation (1 801 millions de dollars, 9,6 %), des « autres programmes » (1 075 millions de dollars, 8,1 %), des services à l'enfance et des services sociaux et communautaires (325 millions de dollars, 3,2 %), de la justice (236 millions de dollars, 8,4 %), des charges liées à l'intérêt et aux autres frais du service de la dette (193 millions de dollars, 2,5 %) et enfin de l'éducation postsecondaire (13 millions de dollars, 0,2 %).

Tableau 3

Dépenses non auditées jusqu'à la fin du deuxième trimestre, par secteur, 2025-2026 comparativement à 2024-2025, en millions de dollars

Secteur	Dépenses de 2024-2025 à la fin du T2	Dépenses de 2025-2026 à la fin du T2	2025-2026 comparativement à 2024-25	2025-2026 comparativement à 2024-25 (%)
Santé	42 992	45 278	2 286	5,3
Éducation	18 764	20 565	1 801	9,6
Éducation postsecondaire	6 510	6 523	13	0,2
Services à l'enfance, services sociaux et communautaires	10 068	10 393	325	3,2
Justice	2 796	3 032	236	8,4
Autres programmes	13 192	14 267	1 075	8,1
Charges liées à l'intérêt et aux autres frais du service de la dette	7 677	7 870	193	2,5
Total	101 998	107 927	5 929	5,8

Source : Analyse par le BRF des renseignements fournis par le Secrétariat du Conseil du Trésor.

- Le **secteur de la santé** a dépensé 2 286 millions de dollars (5,3 %) de plus durant la première moitié de 2025-2026 par rapport à la même période en 2024-2025, ce qui est dû principalement à des dépenses plus élevées pour :
 - la rémunération des médecins et praticiens (1 486 millions de dollars);
 - le fonctionnement des hôpitaux (1 018 millions de dollars);
 - le programme d'immobilisations dans le domaine de la santé (402 millions de dollars);
 - le fonctionnement des foyers de soins de longue durée (163 millions de dollars);
 - la formation clinique (115 millions de dollars);
 - les soins à domicile (106 millions de dollars);
 - les services de traitement du cancer (99 millions de dollars);



qui sont contrebalancées par des dépenses moins élevées pour :

- les programmes de médicaments (crédit-poste 1405-2) (- 459 millions de dollars).
- Le **secteur de l'éducation** a dépensé 1 801 millions de dollars (9,6 %) de plus durant la première moitié de 2025-2026 par rapport à la même période en 2024-2025, ce qui est dû principalement à des dépenses plus élevées pour :
 - les subventions de fonctionnement aux conseils scolaires (656 millions de dollars)⁴;
 - le programme garde d'enfants et petite enfance (922 millions de dollars).
- Le **secteur de l'éducation postsecondaire** a dépensé 13 millions de dollars (0,2 %) de plus durant la première moitié de 2025-2026 par rapport à la même période en 2024-2025, ce qui est dû principalement à des dépenses plus élevées pour :
 - l'aide financière aux étudiants (377 milliards de dollars);
 - les subventions pour les coûts de fonctionnement des universités (186 millions de dollars);
 - les subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges (118 millions de dollars);qui sont largement contrebalancées par une baisse estimée des dépenses de fonctionnement financées de manière autonome en raison de la diminution des revenus découlant des droits de scolarité perçus auprès des étudiants internationaux (- 664 millions de dollars).
- Le secteur des **services à l'enfance et des services sociaux et communautaires** a dépensé 325 millions de dollars (3,2 %) de plus durant la première moitié de 2025-2026 par rapport à la même période en 2024-2025, ce qui est dû des dépenses plus élevées engagées dans une gamme de programmes.
- Le secteur de la **justice** a dépensé 236 millions de dollars (8,4 %) de plus durant la première moitié de 2025-2026 par rapport à la même période en 2024-2025, ce qui est dû principalement à des dépenses plus élevées engagées dans une gamme de programmes.
- Le « **secteur des autres programmes** » a dépensé 1 075 millions de dollars (8,1 %) de plus durant la première moitié de 2025-2026 par rapport à la même période en 2024-2025, ce qui est dû principalement à des dépenses plus élevées pour :
 - le ministère des Transports, Projets d'infrastructure de Metrolinx (760 millions de dollars);
 - le ministère des Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement, Services d'applications et de technologie de l'information (358 millions de dollars)⁵;
 - le Secrétariat du Conseil du Trésor, Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur) (crédit 3403) (347 millions de dollars);
 - le ministère de l'Infrastructure, Infrastructure municipale (200 millions de dollars);
 - le ministère des Affaires municipales et du Logement, Stratégie nationale sur le logement (196 millions de dollars);
 - le ministère de la Protection civile et de l'Intervention en cas d'urgence, Gestion des situations d'urgence Ontario (Fonctionnement) (99 millions de dollars);

⁴ Les subventions de fonctionnement aux conseils scolaires comprennent les Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires, les Frais de service de la dette des conseils scolaires, la Charge sans effet sur la trésorerie relative à l'impôt foncier scolaire et les Programmes d'éducation ciblés.

⁵ La hausse des dépenses des Services d'applications et de technologie de l'information du ministère des Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement en 2025-2026 est due au transfert des dépenses de TI provenant de plusieurs ministères.



qui sont contrebalancées par des dépenses moins élevées pour :

- le ministère des Affaires municipales et du Logement, Fonds pour l'accélération de la construction (Immobilisations) (- 134 millions de dollars);
- le ministère de l'Énergie et des Mines, Remise de l'Ontario pour l'électricité (- 358 millions de dollars);
- Les **charges liées à l'intérêt et aux autres frais du service de la dette** étaient plus élevées de 193 millions de dollars (2,5 %) durant la première moitié de 2025-2026 par rapport à la même période en 2024-2025.



BRF

Bureau de la responsabilité
financière de l'Ontario

État du fonds de prévoyance

Le fonds de prévoyance est utilisé pour faire face aux pressions qui s'exercent sur les dépenses ou aux modifications apportées aux programmes en cours d'exercice. Les fonds qu'il contient ne peuvent pas être dépensés directement par la province, ils doivent d'abord être transférés vers des programmes du gouvernement au moyen d'ordonnances du Conseil du Trésor.

Au début de l'exercice 2025-2026, la province disposait de 3,0 milliards de dollars dans le fonds de prévoyance. Au cours du premier trimestre, la province a transféré 11 millions de dollars du fonds de prévoyance vers divers programmes. Au cours du deuxième trimestre, la province a transféré 495 millions de dollars du fonds de prévoyance vers divers programmes. Ainsi, le solde du fonds de prévoyance s'élevait à 2,5 milliards de dollars au 30 septembre 2025.

Selon le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario 2025*, la province a ajouté 2,0 milliards de dollars au fonds de prévoyance. Le BRF prévoit que cet ajout se reflétera dans les comptes financiers du gouvernement au troisième trimestre de 2025-2026.

Tableau 4
Transferts depuis le fonds de prévoyance en 2025-2026, au 30 septembre 2025, en millions de dollars

Ministère/programme	En millions de \$
Solde d'ouverture du fonds de prévoyance au 1^{er} avril 2025	3 000
Transferts vers les ministères au premier trimestre	
Ministère des Richesses naturelles	
Initiatives pour le secteur forestier	11
Moins : Total des transferts vers les ministères au premier trimestre	- 11
Transferts vers les ministères au deuxième trimestre	
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Agroentreprise	
Entretien et réparations de l'infrastructure de recherche	11
Renouvellement des infrastructures de recherche	7
Ministère des Collèges et Universités, de l'Excellence en recherche et de la Sécurité	
Subventions d'immobilisations — Universités	46
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités	24
Ministère de la Protection civile et de l'Intervention en cas d'urgence	
Services — Gestion des situations d'urgence Ontario	99
Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs	
Services — Conformité et application des lois environnementales	2
Ministère des Affaires francophones	
Services — Coordination des affaires francophones	1
Ministère des Richesses naturelles	
Sécurité publique et interventions d'urgence (Actifs de fonctionnement)	160
Protection du public	90
Sécurité publique et interventions d'urgence (Biens immobilisés)	25
Initiatives pour le secteur forestier	6
Ministère du Solliciteur général	
Subvention pour la sécurité-incendie	10
Ministère du Tourisme, de la Culture et des Jeux	
Soutien au secteur des organismes et des attractions	15
Moins : Total des transferts vers les ministères au deuxième trimestre	- 495
Solde du fonds de prévoyance au 30 septembre 2025	2 495

Source : Analyse par le BRF des renseignements fournis par le Secrétariat du Conseil du Trésor

À propos du présent document

Établi en vertu de la *Loi de 2013 sur le directeur de la responsabilité financière*, le Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario (BRF) a pour mandat de fournir une analyse indépendante de la situation financière de la province, des tendances de l'économie provinciale et de toute autre question d'intérêt pour l'Assemblée législative de l'Ontario.

Préparé par :

Michelle Gordon (chef de l'analyste financière) et **Lisa Barkova** (analyste financière), sous la direction de **Matt Gurnham** (directeur de l'analyse financière) et **Luan Ngo** (analyste financier en chef).

Le présent rapport se fonde sur des données publiques et des renseignements fournis par le Secrétariat du Conseil du Trésor.

Conformément au mandat du BRF visant à fournir à l'Assemblée législative de l'Ontario une analyse économique et financière indépendante, ce rapport ne fait aucune recommandation.



BRF

Bureau de la responsabilité
financière de l'Ontario

[X](#) [@](#) [in](#)

Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario

2, rue Bloor Ouest, bureau 900, Toronto (Ontario) M4W 3E2 | fao-on.org/fr | info@fao-on.org | 416-644-0702

Ce document est également disponible en format accessible et peut être téléchargé au format PDF depuis notre site Web.

ISSN 2562-9883

© Imprimeur du Roi pour l'Ontario, 2025